

CONFERENCE
INTEGRALES DE L'INVESTISSEMENT
Nezha Lahrichi

« Les spécificités culturelles constituent-elles un déterminant d'attractivité de l'investissement extérieur ? » Communication présentée lors de la rencontre « Investissement, cultures et civilisations : liens et impacts » organisée par la Direction des Investissements Extérieurs, Skhirat, décembre 2003.

La première édition du nouveau cycle de rencontres « Les intégrales de l'investissement » organisée par la Direction des Investissements Extérieurs a choisi pour thème « Investissement, cultures, civilisations : liens et impacts ». Les trois questions soulevées à l'occasion de cette conférence internationale sont les suivantes :

- 1. L'investissement extérieur peut-il rapprocher les peuples et les civilisations ?**
- 2. Les spécificités nationales constituent-elles un déterminant d'attractivité ?**
- 3. Les entreprises sont-elles conscientes de leur nouveau rôle culturel et citoyen ?**

C'est à la deuxième question que cette communication se propose de répondre en précisant son contenu par sa reformulation : Les spécificités culturelles constituent-elles un facteur déterminant d'attractivité des investissements extérieurs.

La réponse à cette question pose le problème de l'existence ou non d'un lien entre culture et développement, culture et investissement ou encore culture et performance économique ; la manière de comprendre ce lien a donné lieu à plusieurs logiques d'interprétation et de traitement qui n'ont cessé de s'édifier pour apprécier le succès de développement d'un pays où la performance économique d'une entreprise.

Il existe, à grands traits, deux catégories d'approche ; les premières sont qualifiées de conceptions culturalistes du développement. Il s'agit de visions

qui tendent à opposer les cultures favorables au développement à celles qui lui sont défavorables. Certaines cultures seraient plus aptes à promouvoir l'esprit d'entreprise, la prise de risque économique et à intégrer des modèles d'organisation rationnels. D'autres seraient caractérisées par leur apathie et l'absence de valeurs mobilisatrices. Ces conceptions conduisent à une asymétrie des valeurs pour ne pas dire à leur hiérarchisation.

C'est à partir de ces conceptions que le succès des économies asiatiques a trouvé une explication, réussite attribuée au rôle de leurs valeurs culturelles ; est invoqué en particulier le confucianisme et sa dimension de code moral pour la vie en société basée, en l'occurrence, sur le principe de loyauté et de respect d'une hiérarchie stricte pour permettre un fonctionnement optimal et sans conflit de la société.

Il est à noter qu'après la révolution industrielle, qui s'est d'abord produite en Europe et non en Asie, de nombreux observateurs n'avaient pas manqué de se demander quelles valeurs avaient permis le développement du capitalisme industriel. En Europe, « L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme » (Max Weber) aurait constitué un élément de réponse.

Il est à noter également que le progrès économique du Japon et de la Thaïlande dont la culture est davantage marquée par le bouddhisme, de la Malaisie, pays musulman, de l'Inde, de la Chine caractérisés par le multiculturalisme illustrent le fait que des valeurs peuvent être efficaces sans qu'elles soient attribuées à telle ou telle culture entendue comme un ensemble de principes qui déterminent les attitudes et les mentalités.

A l'opposé, d'autres courants de pensée rejettent toute explication culturelle aussi bien du développement économique que des performances des entreprises.

D'une façon abrégée les « bonnes » politiques que propose ce modèle consiste en la déréglementation de l'économie comme expression de la supériorité absolue du marché, la libéralisation des échanges et des changes, le recul des dépenses publiques impliquant celui de l'intervention de l'Etat : tout dysfonctionnement, notamment social, d'une économie de marché n'est pas dû à une défaillance du marché mais s'expliquerait par les entraves à la libre concurrence qu'elles soient d'ordre institutionnel, réglementaire ou fiscal.

Ils s'articulent autour du credo néo-libéral et de l'idée de l'existence d'une stratégie unique de développement et d'un seul modèle d'insertion des pays en développement dans l'économie mondiale.

Ces « bonnes » politiques macro-économiques sont corrélées sur le plan micro-économique par de « bonnes » pratiques de management ; il existe une manière universelle de gérer une entreprise basée sur les principes de rationalité et d'efficacité ne reconnaissant que ce qui est objectif en s'appuyant sur des outils standards : mode d'organisation de la production, gestion par objectif, démarche qualité, etc...

Cette conception peut intégrer le facteur culturel mais en privilégiant la culture d'entreprise à créer par les managers sans établir un quelconque lien avec la culture du pays d'implantation de l'entreprise.

Les adversaires de cette approche la dénoncent au nom de « l'économisme » qu'elle véhicule, soit une dévotion à la croissance économique sacrifiant toutes les autres préoccupations sociales et environnementales, une mission des rapports humains à la seule logique du profit et de la finance, construction d'une société où les valeurs se réduisent aux valeurs marchandes.

Ils dénoncent également l'approche du management concerné dans les sociétés occidentales qui se concentrent sur la définition de fonctions et l'organisation collective de tâches. L'importation de pratiques de gestion nécessite un effort d'adaptation dans la mesure où les variétés de cultures sont susceptibles de donner des sens très différents à des situations qui paraissent objectivement identiques.

Comment expliquer alors l'emprise du modèle néo-libéral ?

Au-delà des arguments économiques (mutations technologiques impliquant une production moins dépendante d'une main d'œuvre qualifiée, existence du chômage et de la pauvreté entraînant un rapport de force en faveur des détenteurs du capital) le néo-libéralisme s'est imposé parce qu'il a réussi à faire passer sa victoire politique en une victoire intellectuelle et scientifique. Ce qui fait sa force c'est la combinaison d'un projet scientifique et idéologique. Plusieurs questions se posent alors :

Sans entrer dans ce débat qui dépasse le cadre de cette communication, les détracteurs de « l'économisme » soutiennent que le néo-libéralisme n'a pas les fondements scientifiques dont il se prévaut, que les résultats de la science économique ne permettent pas de fonder une idéologie ultra-libérale. Si au départ l'économie classique a prôné la concurrence pure et parfaite comme condition de l'usage optimal des ressources, toutes les recherches sur cette question ont démontré par la suite que les marchés libres ne conduisent pas à un optimum social, imperfection de l'information, incertitudes, biens publics, externalités, etc... Elles ont également identifié les raisons qui conduisent à

l'impasse sociale et écologique, tout comme elles ont mis l'accent sur le fait que la concurrence exacerbée contraint à des comportements inhumains alors que l'entreprise (surtout que l'immense majorité est constituée par des PME) est aussi un lieu où il y a une quête de sens et de reconnaissance qui peuvent coexister avec le profit.

La science économique a-t-elle établi la supériorité théorique d'une économie de marché dérégulée ? N'y a-t-il pas un amalgame entre libéralisme et ultra libéralisme ?

A partir de ces éléments d'opposition et de réponse, quelles sont les propositions pour en sortir ?

Il y a donc urgence à faire connaître l'existence d'une vision humaine de l'économie et à développer une réflexion sur l'organisation d'un système économique qui rendrait les vertus d'une saine concurrence compatible avec les exigences du développement humain.